

PROTOCOLE FINAL DE LA CONVENTION

Au moment de procéder à la signature de la Convention postale universelle conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

I

Retrait de correspondances.

Les dispositions de l'article 45 de la Convention ne s'appliquent pas à la Grande-Bretagne, ni aux Dominions, Colonies et Protectorats britanniques, dont la législation intérieure ne permet pas le retrait de correspondances à la demande de l'expéditeur.

II

Equivalents. Limites maxima et minima.

1. — Chaque pays a la faculté de majorer jusqu'à 60 % ou de réduire jusqu'à 20 % les taxes prévues à l'article 34, § 1, conformément aux indications du tableau ci-après :

	Limites inférieures (valeur-or)	Limites supérieures (valeur-or)
	centimes	centimes
Lettres { 1 ^{er} échelon	20	40
{ par échelon supplémentaire	12	24
Cartes postales simples	12	24
Cartes postales avec réponse	24	48
Imprimés (par 50 grammes)	4	8
Impressions en relief pour les aveugles (par 1000 grammes)	4	8
Papiers d'affaires (par 50 grammes)	4	8
Papiers d'affaires (minimum de taxe)	20	—
Echantillons de marchandises (par 50 grammes)	4	8
Echantillons de marchandises (minimum de taxe)	8	—

Les taxes choisies doivent, autant que possible, être entre elles dans les mêmes proportions que les taxes de base, chaque Office ayant la faculté d'arrondir ses taxes suivant les convenances de son système monétaire.

2. — Il est loisible à chaque pays de réduire à 10 centimes la taxe de la carte postale simple et à 20 centimes celle de la carte postale avec réponse payée.

3. — La taxe des imprimés peut exceptionnellement être réduite à 3 centimes par échelon de 50 grammes.

4. — Il est loisible à chaque pays de fixer à son gré, pour ce qui concerne la somme à payer à ses ressortissants, l'indemnité prévue à l'article 50.

Toutefois, les règlements de compte entre les Offices intéressés s'effectuent sur la base du montant de 50 francs.

5. — Le tarif adopté par un pays s'applique aux taxes à percevoir à l'arrivée par suite d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement.

III

Faculté de prescrire l'affranchissement obligatoire.

Lorsqu'un pays laisse descendre sa taxe en dessous de 20 centimes pour le premier échelon de poids des lettres et en dessous du montant proportionnel pour les cartes postales et les autres objets,

les autres pays sont autorisés à appliquer l'affranchissement obligatoire à son égard et peuvent distribuer sans les taxer les correspondances non ou insuffisamment affranchies en provenance de ce pays. Il demeure entendu que ce pays a, lui aussi, le droit de prescrire l'affranchissement obligatoire.

Est en outre réservée à chaque pays la faculté de ne pas admettre les cartes postales avec réponse payée dans les relations avec un autre pays, lorsque la différence entre les taxes des deux pays est telle que l'emploi de ces cartes peut donner lieu à des abus de la part du public.

IV

Dépôt de correspondances à l'étranger.

Chaque pays est autorisé à prendre toutes les mesures jugées opportunes pour empêcher que les correspondances provenant de son territoire ne soient transportées à travers la frontière pour être déposées à la poste à l'étranger. Il a, en particulier, le droit de frapper de sa taxe interne ou de renvoyer à l'origine les envois que des personnes ou maisons de commerce domiciliées dans ce pays déposent ou font déposer à l'étranger, pour bénéficier de taxes plus basses, à l'adresse de personnes ou maisons de commerce de l'intérieur de ce même pays. Les modalités de la perception des taxes sont laissées au choix de ce pays.

V

Once avoirdupois.

Il est admis, par mesure d'exception, que les pays qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids décimal métrique, ont la faculté d'y substituer l'once avoirdupois (28,3465 grammes) en assimilant une once à 20 grammes pour les lettres et 2 onces à 50 grammes pour les imprimés, papiers d'affaires et échantillons.

VI

Coupons-réponse.

Les Administrations ont la faculté de ne pas se charger du débit des coupons-réponse.

Elles sont autorisées à restreindre le nombre des coupons-réponse à vendre ou à échanger à la même personne en un seul jour. Dans ce cas, elles font part de leur décision au Bureau international qui la communique aux Administrations de l'Union.

Les Administrations postales de la Perse et de l'Uruguay ont la faculté de ne pas se charger provisoirement du service et de l'échange des coupons-réponse.

VII

Droit de recommandation.

Les pays qui ne peuvent pas fixer à 40 centimes le droit de recommandation prévu à l'article 48, § 2, de la Convention sont, toutefois, autorisés à percevoir un droit pouvant s'élever jusqu'à 50 centimes au maximum.

VIII

Frais d'entrepôt.

Exceptionnellement, l'Administration portugaise est autorisée à percevoir pour toutes les dépêches transbordées au port de Lisbonne les frais d'entrepôt prévus à l'article 71.

IX

Protocole laissé ouvert aux Pays non représentés.

L'Equateur, le Guatemala, la République du Honduras, le Nicaragua et le Salvador, qui font partie de l'Union postale, ne s'étant pas fait représenter au Congrès, le Protocole leur reste ouvert

pour adhérer à la Convention et aux Arrangements qui y ont été conclus, ou seulement à l'un ou à l'autre d'entre eux.

Le Protocole reste aussi ouvert dans le même but à la Commonwealth de l'Australie dont le délégué a dû s'absenter au moment de la signature des Actes.

X

Protocole laissé ouvert aux Pays représentés pour signatures et adhésions.

Le Protocole demeure ouvert en faveur des Pays dont les représentants n'ont signé aujourd'hui que la Convention ou un certain nombre seulement des Arrangements arrêtés par le Congrès, à l'effet de leur permettre d'adhérer aux autres Arrangements signés ce jour, ou à l'un ou à l'autre d'entre eux.

XI

Délai pour la notification des adhésions par les Pays de l'Union non représentés.

Les adhésions prévues à l'article IX ci-dessus devront être notifiées au Gouvernement du Royaume de Suède par les Gouvernements respectifs, en la forme diplomatique, et par lui aux Etats de l'Union. Le délai qui leur est accordé pour cette notification expirera le 1^{er} septembre 1925.

XII¹⁾**Commission d'Etudes.**

Une Commission composée des représentants de quatorze Administrations est chargée d'étudier et de rechercher les voies et moyens de simplifier le travail des Congrès et d'en accélérer la marche.

Le résultat de ses études sera soumis aux Administrations pour décision, dans des délais qui permettent de l'appliquer au prochain Congrès.

A cet effet, ladite Commission est autorisée à formuler toutes propositions qu'elle jugera utiles et celles-ci passeront en force, si elles réunissent la majorité des suffrages exprimés.

Le Bureau international assurera les travaux de Chancellerie de la Commission ainsi formée et son Directeur prendra part à ses délibérations.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans le texte même de la Convention à laquelle il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

Pour *E. A. STURMAN :*

D. J. O'KELLY

D. J. O'KELLY

Pour l'Albanie :

David BJURSTRÖM

Pour l'Allemagne :

W. SCHENK

K. ORTH

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Joseph STEWART

Eugène R. WHITE

Edwin SANDS

*Pour l'ensemble des Possessions insulaires des
Etats-Unis d'Amérique autres que les Iles
Philippines :*

Joseph STEWART

Eugène R. WHITE

Edwin SANDS

¹⁾ Cet article, qui avait été omis dans le Protocole final signé à Stockholm, a fait l'objet d'un Protocole additionnel transmis dès lors à MM. les délégués qui en ont fait retour au Bureau du Congrès suivi de leurs signatures.

Pour les Iles Philippines :

Juan RUIZ

Pour la République Argentine :

M. RODRIGUEZ OCAMPO

Pour la Commonwealth de l'Australie :

Pour l'Autriche :

Julius JUHLIN
Gustaf KIHLMARK
Gunnar LAGER
Thore WENNQVIST

Pour la Belgique :

A. PIRARD
Hub. KRAINS
O. SCHOCKAERT

Pour la Colonie du Congo belge :

M. HALEWYCK
G. TONDEUR

Pour la Bolivie :

Mto. URRIOLAGOITIA H

Pour le Brésil :

A. de ALMEIDA-BRANDÃO
J. Henrique ADERNE

Pour la Bulgarie :

N. BOSCHNACOFF
St. IVANOFF

Pour le Canada :

Peter T. COOLICAN

Pour le Chili :

Cesar LEON
L. TAGLE SALINAS
C. VERNEUIL

Pour la Chine :

Tai TCH' ENNE LINNE

Pour la République de Colombie :

Luis SERRANO-BLANCO

Pour la République de Costa-Rica :

V. ANDERSSON

Pour la République de Cuba :

José D. MORALES DIAZ
César CARVALLO

Pour le Danemark :

C. MONDRUP
HOLMBLAD

Pour la Ville libre de Dantzig :

Dr Alfred WYSOCKI
Dr Marjan BLACHIER

Pour la République Dominicaine :

C. G. F. HAGSTRÖM

Pour l'Égypte :

H. MAZLOUM
E. MAGGIAR
Wahbé IBRAHIM

Pour l'Équateur :

Pour l'Espagne :

El Conde de SAN ESTEBAN DE CAÑONGO
José MORENO PINEDA
A. CAMACHO

Pour les Colonies espagnoles :

Martin VICENTE SALTO

Pour l'Esthonie :

Edward WIRGO

Pour l'Éthiopie :

B. MARCOS
A. BOUSSON

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT

Pour la France :

M. LEBON
Robert HICGUET
A. BODY
DOUARCHE
G. BÉCHEL

Pour l'Algérie :

H. TREUILLÉ

Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine :

André TOUZET

Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :

G. PILLIAS
GINESTOU

Pour la Grande-Bretagne et divers Colonies et Protectorats britanniques :

F. H. WILLIAMSON
E. L. ASHLEY FOAKES
W. G. GILBERT

Pour la Grèce :

PENTHÉROUDAKIS
J. LACHNIDAKIS

Pour le Guatemala :

Pour la République d'Haïti :

Carl SCHLYTER

Pour la République du Honduras :

Pour la Hongrie :

O. de FEJÉR
G. Baron SZALAY

Pour l'Inde britannique :

Geoffrey CLARKE
Hemanta Kumar RAHA

Pour l'Etat libre d'Irlande :

Pour P. S. O' HÉIGEARTAIGH :

P. S. MAC CATHMHAOIL
P. S. MAC CATHMHAOIL
D. O'HIARLATHA

Pour l'Islande :

C. MONDRUP
HOLMBLAD

Pour l'Italie :

Luigi PICARELLI
Paolo RIELLO
Giovanni BARTOLI

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

Luigi PICARELLI
Paolo RIELLO
Giovanni BARTOLI

Pour le Japon :

S. KOMORI
H. KAWAI
H. MAKINO

Pour le Chosen :

S. KOMORI
R. TAKAHASHI

Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises :

K. SUGINO
H. KAWAI

Pour la Lettonie :

Ed. KADIKIS
Louis RUDANS

Pour la République de Libéria :

Gustaf W. de HORN de RANTZIEN

Pour la Lithuanie :

I. JURKUNAS-SCHEYNIUS
Adolfas SRUOGA

Pour le Luxembourg :

JAAQUES

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :

F. GENTIL
WALTER

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

El Conde de SAN ESTEBAN DE CAÑONGO
José MORENO PINEDA
A. CAMACHO

Pour le Mexique :

R. NIETO
José V. CHÁVEZ

Pour le Nicaragua :

Pour la Norvège :

Klaus HELSING
Oskar HOMME

Pour la Nouvelle-Zélande :

A. T. MARKMAN

Pour la République de Panama :

José D. MORALES
César CARVALLO

Pour le Paraguay :

Gunnar LANGBORG

Pour les Pays-Bas :

SCHREUDER
J. S. v. GELDER
J. M. LAMERS

Pour les Indes néerlandaises :

I. J. MILBORN
Pour *M. W. F. GERDES OOSTERBEEK* :
I. J. MILBORN

Pour les Colonies néerlandaises en Amérique :

I. J. MILBORN
Pour *M. W. F. GERDES OOSTERBEEK* :
I. J. MILBORN

Pour le Pérou :

Emil HECTOR

Pour la Perse :

FAHIMED DOWLEH
E. PIRE

Pour la Pologne :

Dr Alfred WYSOCKI
Dr Marjan BLACHIER

Pour le Portugal :

Henrique MOUSINHO D'ALBUQUERQUE
Adalberto DA COSTA VEIGA

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique :

Juvenal ELVAS FLORIADO SANTA BARBARA

Pour les Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie :

Joaquim Pires FERREIRA CHAVES

Pour la Roumanie :

George LECCA

Pour la République de St-Marin :

Percival KALLING

Pour le Salvador :

Pour le Territoire de la Sarre :

P. COURTILET

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Dragutin DIMITRIJEVIĆ
Sava TUTUNDŽIĆ
Miloš KOVAČEVIĆ
Stojša KRBAVAC

Pour le Royaume de Siam :

Phya SANPAKITCH PREECHA

Pour la Suède :

Julius JUHLIN
Gustaf KIHLMARK
Gunnar LAGER
Thore WENNQVIST

Pour la Suisse :

P. DUBOIS
C. ROCHES

Pour la Tchécoslovaquie :

JUDr OTOKAR RŮŽIČKA
Joseph ZÁBRODSKÝ

Pour la Tunisie :

F. GENTIL
BARBARAT

Pour la Turquie :

Pour *MEHMED SABRY* :
BÉHA TALY
BÉHA TALY

Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes :

V. OSSINSKY
V. DOVGOLEVSKI
E. HIRSCHFELD
E. SYREVITCH
KATISS
V. TCHITCHINADSE

Pour l'Uruguay :

Adolfo AGORIO

Pour les Etats-Unis de Vénézuëla :

Luis Alejandro AGUILAR

PROTOCOLO FINAL DE LA CONVENCION

En el momento de proceder a la firma de la Convención Postal Universal celebrada en la fecha, los Plenipotenciarios suscritos acuerdan lo siguiente:

1

Retiro de correspondencias.

Las disposiciones del artículo 54 de la Convención no se aplican a la Gran Bretaña ni a los Dominios, Colonias y Protectorados británicos, cuya legislación interior no permite el retiro de correspondencias a solicitud del expedidor.

2

Equivalentes. — Límites máximo y mínimo.

1.—Cada país tiene la facultad de aumentar hasta (60%) sesenta por ciento o reducir hasta (20%) veinte por ciento, las tasas señaladas en el párrafo 1 del artículo 34 conforme a las indicaciones del siguiente cuadro:

		VALOR EN ORO	
		Límites inferiores	Límites superiores
Cartas	primera unidad.....	20 Ctms.	40 Ctms.
	por unidad suplementaria.....	12 "	24 "
Tarjetas postales	simples.....	12 "	24 "
	con respuesta.....	24 "	48 "
	Impresos, por 50 gramos.....	4 "	8 "
	Impresiones en relieve para los ciegos, por 1000 gramos...	4 "	8 "
	Papeles de negocios, por 50 gramos.....	4 "	8 "
	" " " taza mínima.....	20 "	— "
	Muestras de mercaderías, por 50 gramos.....	4 "	8 "
	" " " taza mínima.....	8 "	— "

Las tasas escogidas deben en lo posible guardar entre ellas las mismas proporciones que las tasas de base teniendo cada oficina la facultad de redondear esas tasas según las conveniencias de su sistema monetario.

2.—Está permitido a cada país reducir a 10 céntimos la tasa de la tarjeta postal sencilla y a 20 céntimos la de la tarjeta postal con respuesta pagada.

3.—La tasa de impresos puede ser en casos excepcionales reducida a 3 céntimos por cada 50 gramos.

4.—Se permite a cada país fijar según su criterio en aquello que se relacione con las sumas que debe pagar a los que residen en su territorio la indemnización que señala el artículo 50.

Sin embargo los arreglos de cuentas entre las oficinas interesadas se efectúan sobre la base del monto de 50 francos.

5.—La tarifa adoptada por un país se aplica a las multas por cobrar a la llegada de los envíos por causa de ausencia o insuficiencia de franqueo.

3

Facultad de prescribir el franqueo obligatorio.

Cuando un país reduce su tasa a menos de 20 céntimos para la primera unidad de peso de las cartas y a menos del monto proporcional para las tarjetas postales y los otros objetos, los demás países están autorizados para prescribir el franqueo obligatorio en lo que les concierne y pueden distribuir sin multar la correspondencia no franqueada o insuficientemente franqueada proveniente de este país. Queda entendido que este país tiene el derecho de prescribir el franqueo obligatorio.

Sin embargo cada país se reserva la facultad de no admitir las tarjetas postales con respuesta pagada en las relaciones con otro país cuando la diferencia entre las tasas de los dos países es tal que el uso de estas tarjetas puede dar lugar a abusos por parte del público.

4

Depósito de correspondencias en el extranjero.

Cada país está autorizado a tomar todas las medidas que considere oportunas para impedir que las correspondencias provenientes de su territorio sean conducidas a través de la frontera para ser depositadas en un correo extranjero. Tiene, en particular, el derecho de castigar con su tarifa interna a devolver a origen los envíos que personas o instituciones de comercio establecidas en este país depositen o hagan depositar en el extranjero para beneficiarse con tarifas más bajas con dirección a personas o instituciones comerciales del interior de este mismo país.

Queda reservado al criterio de este país las modalidades relativas a la percepción de estas tasas.

5

Onza avoirdupois.

Por excepción, se admite que los países que a causa de su régimen interior no puedan adoptar el tipo de peso métrico decimal, tienen la facultad de sustituirlo con la onza avoirdupois (28.3465 gramos) asimilando una onza a 20 gramos para las cartas y 2 onzas a 50 gramos para los impresos, papeles de negocios y muestras.

Cupones respuesta.

Las Administraciones tienen la facultad de no encargarse de la venta de cupones respuesta.

Están autorizadas para restringir el número de cupones respuesta que vendan o cambien a una misma persona en un solo día. En este caso deberán comunicar su decisión a la Oficina de la Unión Postal Universal para que sea conocida por las Administraciones de la Unión.

Las Administraciones postales de Persia y Uruguay tienen la facultad de no encargarse provisionalmente del servicio y del canje de cupones respuesta.

Derecho de certificación.

Los países que no pueden fijar en 40 céntimos el derecho de certificación previsto por el artículo 48 párrafo 2 de la Convención están en todo caso autorizados para percibir un derecho que puede elevarse hasta el máximo de 50 céntimos.

Gastos de depósito.

Excepcionalmente la Administración portuguesa está autorizada para percibir los derechos de depósito previstos por el artículo 71 sobre todos los despachos trasbordados en el puerto de Lisboa.

El Protocolo queda abierto para los países no representados.

El Protocolo queda abierto para que el Ecuador, Guatemala, República de Honduras, Nicaragua y El Salvador que forman parte de la Unión Postal, pero que no se han hecho representar en el Congreso, puedan adherirse a la Convención y a los Arreglos que se han firmado o solamente a uno u otro de ellos.

El Protocolo queda también abierto, con el mismo fin, para la Confederación de Australia cuyo delegado se ha ausentado en el momento de firmar las Actas.

El Protocolo queda abierto a los países representados, para firmas y adhesiones.

El Protocolo queda abierto en favor de los países representados que no han firmado hoy sino la Convención o cierto número solamente de los

Arreglos del Congreso, con el fin de permitirles adherirse a los otros Arreglos firmados hoy o a uno u otro de ellos.

11

Plazo para la notificación de las adhesiones por los países de la Unión no representados.

Las adhesiones previstas en el artículo 9 deberán ser notificadas por los respectivos gobiernos y por la vía diplomática al Gobierno de Suecia y por este a los Estados de la Unión.

El plazo que les está acordado para esta notificación terminará el 1º de setiembre de 1925.

12

Comisión de estudios.

Una Comisión compuesta de representantes de catorce Administraciones se encargará de estudiar e investigar los caminos y medios de simplificar el trabajo de los Congresos y de acelerar su funcionamiento.

El resultado de sus estudios será sometido a las Administraciones para resolución, en plazos que permitan su aplicación en el próximo Congreso.

Para el efecto dicha Comisión está autorizada para formular todas las proposiciones que juzgue útiles y estas entrarán en vigor si obtienen la mayoría de votos expresados.

La Oficina Internacional garantizará los trabajos de Cancillería de la Comisión así formada y su Director tomará parte en sus deliberaciones.

En fé de lo cual los Plenipotenciarios suscritos han formulado el presente Protocolo que tendrá la misma fuerza y valor que si las disposiciones en él contenidas estuvieran insertas en el texto mismo de la Convención a que se refieren; y lo han firmado en un ejemplar que quedará en los archivos del Gobierno de Suecia y del que se remitirá una copia a cada una de las partes contratantes.

POR LA UNIÓN DEL AFRICA DEL SUR:

Por E. A. Sturman; D. J. O'Kelly.—D. J. O'Kelly.

POR ALBANIA:

David Bjuström.

POR ALEMANIA:

W. Schenk.—K. Orth.

POR LOS EE. UU. DE AMÉRICA:

Joseph Stewart.—Eugene R. White.—Edwin Sands.

POR EL CONJUNTO DE LAS POSESIONES INSULARES DE LOS EE. UU. DE AMÉRICA EXCEPTO LAS FILIPINAS:

Joseph Stewart.—Eugene R. White.—Edwin Sands.

POR LAS ISLAS FILIPINAS:

Juan Ruiz.

POR LA REPÚBLICA ARGENTINA:

M. Rodríguez Ocampo.

POR EL COMMONWEALTH DE AUSTRALIA:

.....

POR AUSTRIA:

Julius Juhlin.—Gustaf Kihlmark.—Gunnar Lager.—Thore Vennquist

POR BÉLGICA:

A. Pirard.—Hub. Krains.—C. Schockaert.

POR LA COLONIA DEL CONGO BELGA:

M. Halewyck.—G. Tondeur.

POR BOLIVIA:

Mto. Urriolagoitia H.

POR EL BRASIL:

A. de Aleida-Brandão.—J. Henrique Aderne.

POR BULGARIA:

N. Boschanacoff.—St. Ivanoff.

POR EL CANADÁ:

Peter T. Coolican.

POR CHILE:

César León.—L. Tagle Salinas.—C. Verneuil.

POR LA CHINA:

Tai Tch'Enne Linne.

POR LA REPÚBLICA DE COLOMBIA:

Luis Serrano-Blanco.

POR LA REPÚBLICA DE COSTA RICA:

V. Anderson.

POR LA REPÚBLICA DE CUBA:

José D. Morales Díaz.—César Carvallo.

- POR DINAMARCA:
C. Mondrup.—Holmblad.
- POR LA LIBRE CIUDAD DE DANTZIG:
Dr. Alfred Wysocki.—Dr. Marjan Blachier.
- POR LA REPÚBLICA DOMINICANA:
C. G. F. Hagström.
- POR EGIPTO:
H. Mazloum.—E. Maggiar.—Wahbé Ibrahim.
- POR EL ECUADOR:

- POR ESPAÑA:
El Conde de San Esteban de Cañongo.—José Moreno Pincha. — A. Camacho.
- POR LAS COLONIAS ESPAÑOLAS:
Edward Wirgo.
- POR ETIOPIA:
B. Marcos.—A. Bousson.
- POR FINLANDIA:
G. E. F. Albrecht.
- POR FRANCIA:
M. Lebon.—Robert Higuet.—A. Body.—Douarcke.—G. Bechel.
- POR ALGERIA:
E. Treuillé.
- POR LAS COLONIAS Y PROTECTORADOS FRANCESES DE INDOCHINA:
André Touzet.
- POR EL CONJUNTO DE LAS OTRAS COLONIAS FRANCESES:
G. Pillias.—Ginestou.
- POR LA GRAN BRETAÑA Y LAS DIVERSAS COLONIAS Y PROTECTORADOS BRITÁNICOS:
F. H. Williamson.—E. L. Ashley Foakes.—W. G. Gilbert.
- POR GRECIA:
Pentheroudakis.—J. Lachnidakis.
- POR GUATEMALA:

POR LA REPÚBLICA DE HAITÍ:

Carl Schlyter.

POR LA REPÚBLICA DE HONDURAS:

.....

POR HUNGRÍA:

O. de Fejer.—G. Baron Szalay.

POR LA INDIA BRITÁNICA:

Geoffrey Clarke.—Hemanta Kumar Raha.

POR EL ESTADO LIBRE DE IRLANDA:

*Por P. S. O'Heigeartaich.—P. S. Mac Cathmbaoil.—P. S. Mac Cathm-
oil.—D. O'Hiarlatha.*

POR ISLANDIA:

C. Mondrup.—Holmblad.

POR ITALIA:

Luigi Picarelli.—Paolo Riello.—Giovanni Bartoli.

POR EL CONJUNTO DE LAS COLONIAS ITALIANAS:

Luigi Picarelli.—Paolo Riello.—Giovanni Bartoli.

POR EL JAPÓN:

S. Komori.—H. Kawai.—H. Makino.

POR EL CHOSÉN:

S. Komori.—R. Takahashi.

POR EL CONJUNTO DE LAS OTRAS DEPENDENCIAS JAPONESES:

K. Sugino.—Louis Roudans.

POR LA REPÚBLICA DE LIBERIA:

Gustaf W. de Horn de Rantzien.

POR LITUANIA:

I. Jurkunas-Scheynius.—Adolfas Sruoga.

POR LUXEMBURGO:

Jaques.

POR MARRUECOS (excluyendo la zona española):

F. Gentil.—Walter.

POR MARRUECOS (zona española):

El Conde de San Esteban de Castlango.—A. Camacho.

POR MÉXICO:

José V. Chávez.

POR NICARAGUA:

.....

POR NORUEGA:

Klaus Helsing.—Oskar Homme.

POR NUEVA ZELANDIA:

A. T. Markman.

POR LA REPÚBLICA DE PANAMÁ:

José D. Morales.—César Carvallo.

POR EL PARAGUAY:

Gunnar Langborg.

POR LOS PAÍSES BAJOS:

Schreuder.—J. S. v. Gelder.—J. M. Lamers.

POR LAS INDIAS HOLANDESES:

I. J. Milborn..

Por M. W. F. Gerdes Osterbeek.—I. J. Milborn.

POR LAS COLONIAS HOLANDESES EN AMÉRICA:

I. J. Milborn.

Por M. W. F. Gerdes Osterbeek.—I. J. Milborn.

POR EL PERÚ:

Emil Héctor.

POR PERSIA:

Fahimed Dowleh.—E. Pire.

POR POLONIA:

Dr. Alfred Wisocki.—Dr. Marjan Blackier.

POR PORTUGAL:

Henrique Mousinho D'Albuquerque.—Adaberto da Costa Veiga.

POR LAS COLONIAS PORTUGUESAS EN EL ÁFRICA:

Juvenal Elvas Floriado Santa Bárbara.

POR LAS COLONIAS PORTUGUESAS DEL ASIA Y OCEANÍA:

Joaquín Pires Ferreira Chaves.

POR RUMANÍA:

George Lecca.

POR LA REPÚBLICA DE ST. MARINO:

Percival Kalling.

POR EL SALVADOR:

.....

POR EL TERRITORIO DE LA SARRE:

P. Courtilet.

POR EL REINO DE LOS SERBIOS, CROATAS Y ESLOVENOS:

Dragutin Dimitrijevic.—Sava Tutundzic. — Milos Kovacevic.—Stojsa Kerbavac.

POR EL REINO DE SIAM:

Phya Sonpakitch Preecha.

POR SUECIA:

Julius Juhlin — Gustaf Kihlmark. — Cunnar Lager. — Thore Wonnqvist.

POR SUIZA:

P. Dubois.—C. Roches.

POR CHECOSLOVAQUIA:

Jedr. Otokar Ruzicka.—Joseph Zabrodski.

POR TURQUÍA:

F. Gentil.—Barbarat.

POR TURQUÍA:

Por Mehmed Sabry: Beha Taly.—Beha Taly.

POR LA UNIÓN DE LAS REPÚBLICAS SOVIÉTICAS SOCIALISTAS:

V. Ossinski.—V. Dougolevski.—E. Hirschfeld.—E. Syrevitch.—Kattiss.—V. Tichtchinadse.

POR EL URUGUAY:

Adolfo Agorio.

POR LOS EE. UU. DE VENEZUELA:

Luis Alejandro Aguilar.